

L'aéroport de Bujumbura fermé temporairement pour barrer la route au coronavirus

PANA, 21 mars 2020 Bujumbura, Burundi - L'aéroport unique à l'aéroport aux normes internationales de Bujumbura, la capitale économique du Burundi, va être fermé pour une durée de sept jours, à compter de ce samedi, dans le cadre d'une série de mesures visant à barrer la route au Coronavirus, a déclaré le ministre de la Santé publique et de la prévention des catastrophes.

Aucun cas de coronavirus (COVID-19) n'a pour le moment été déclaré officiellement dans ce pays. Le Burundi est "miraculeusement" épargné, au regard de sa position au milieu des pays des Grands lacs africains ayant déjà enregistré de nombreux cas de COVID-19, notamment le Rwanda, la Tanzanie, le Kenya et la République démocratique du Congo, de l'avis des commentateurs. Dans un nouveau communiqué, le ministre de la Santé publique, de son côté, demande aux Burundais résidents à l'étranger et aux étrangers régulièrement établis au Burundi et qui sont en dehors du pays, de rester dans le pays où ils se trouvent actuellement. La levée de la mesure est suspendue à des dispositions supplémentaires relatives à la mise en quarantaine des cas suspects. Ces dispositions seront communiquées ultérieurement, précise-t-on de même source. Par ailleurs, les frais de résidence et de subsistance pendant toute la durée de la quarantaine seront dorénavant à la charge du voyageur qui s'aventurera au Burundi, en violation des consignes officielles, avertit le communiqué. Le ministre burundais des Relations extérieures, activement impliqué dans la prévention contre le COVID-19, a déclaré la suspension des visas d'entrée au Burundi, "jusqu'à une nouvelle mesure officielle annonçait la mise en quarantaine stricte des passagers de 35 pays d'Asie, d'Europe et d'Amérique les plus impactés. En interne, le gouvernement burundais a déclaré la suspension des missions officielles à l'étranger, sauf celles revêtant un caractère "hautement stratégique". Dans ce contexte de grave crise sanitaire mondiale, le Burundi se prépare imperturbablement à de nouvelles élections générales. Vendredi, le porte-parole du gouvernement, Prosper Ntahorwamiye, a annoncé toute idée de report des élections qui commenceront par la présidentielle, couplée aux législatives et aux municipales, le même jour du 20 mai, avec la participation de 5.126.351 électeurs. Pour lui, la situation du COVID-19 au Burundi n'est pas aussi alarmante pour perturber les élections. La capacité du Burundi à riposter fait également débat, si jamais le pays venait à être attaqué à son tour. Le Burundi a été mis "en quarantaine", suite à la crise politique et des droits humains autour des précédentes élections générales, controversées et marquées de violences de 2015, dont une tentative de putsch militaire manquée. Suite à cette crise, les principaux partenaires techniques et financiers traditionnels, l'Union européenne (UE) en tête, ont décidé de geler plus de 430 millions d'euros destinés au Burundi. L'aide budgétaire directe au pouvoir burundais était destinée aux projets de développement socio-économique du pays, sur la période 2014-2020, rappelle-t-on.